



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

OR via ePost Connect

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL Division/Services
professionnels en informatique - division EL
Terrasses de la Chaudière 4th Floor
10 Wellington Street
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Professional Services - TBIPS 2	
Solicitation No. - N° de l'invitation 08915-170500/B	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client 20170500	Date 2019-07-05
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-618-35796	
File No. - N° de dossier 634el.08915-170500	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-07-19	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Durigan, Angela	Buyer Id - Id de l'acheteur 634el
Telephone No. - N° de téléphone (613) 859-0753 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification 009 apportée à la demande de propositions (DP) vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question: 75

En ce qui concerne O1 et R1 pour tous les volets de travail: la Couronne demande au soumissionnaire de démontrer son expérience dans le cadre de trois contrats de référence avec des clients pour O1, puis de démontrer son expérience pour R1 au-delà de O1. La Couronne pourrait-elle confirmer que les trois autres contrats mentionnés dans R1 ne peuvent pas être les mêmes que les trois contrats mentionnés dans O1 et que les trois contrats mentionnés dans R1 doivent avoir une valeur facturée cumulative de plus de 20 M\$ pour obtenir le total des points?

Réponse: 75

Voir question et réponse no. 60.

Question: 76

En ce qui concerne O2 pour tous les volets de travail: la Couronne pourrait-elle confirmer que le soumissionnaire doit démontrer que les 15 mêmes ressources ont travaillé pendant la même période de six mois ?

Réponse: 76

Confirmé.

Question: 77

Dans tous les volets de travail, la certification ISO en gestion de la qualité R2 est plus pondérée que R3 pour les ressources bilingues et atteint presque autant que R1 pour les contrats de référence. Compte tenu de l'importance de justifier les contrats utilisés dans O1, O2, R1 et R3 et du fait qu'il est extrêmement important de disposer de ressources bilingues compétentes pour travailler dans l'environnement d'Affaires mondiales, la pondération du R2 semble être très lourde. Afin de garantir un contrat axé sur les plus hautes priorités du processus de demande de soumissions, nous aimerions demander à la Couronne de réduire le nombre total de points alloués dans R2 à 15 points maximum.

Selon les dépenses actuelles des SPICT pour des testeurs, le gouvernement du Canada a publié 8,6 millions de dollars en services de test pour tous les ministères fédéraux au cours de l'exercice 2018-2019. Selon les critères d'évaluation du groupe 3, Affaires mondiales Canada exige que les fournisseurs démontrent un total de 19 000 jours facturés entre les testeurs et les coordinateurs de tests. Ceci équivaut à 86 ressources à temps plein à raison de 220 jours facturés par an pour quatre contrats sur une durée de cinq ans. Ce nombre de ressources, si elles étaient évaluées à la valeur marchande des ressources de niveau supérieur, équivaldrait à au moins 11,2 millions de dollars dépensés par AMD pour les services de test sur les cinq prochaines années, soit 2,2 millions de dollars par an et l'équivalent du quart de la totalité des dépenses du gouvernement. La Couronne suggère-t-elle qu'AMD absorbe 25% de l'ensemble des dépenses du gouvernement du Canada ?

Dans sa réponse à la question 4, la Couronne demande aux soumissionnaires de fournir des informations complètes et détaillées sur leurs procédures opérationnelles et leurs processus de gestion de la qualité et d'inclure des références de clients afin de valider que les fournisseurs ont appliqué et respecté ces processus de gestion de la qualité lors de contrats importants exécutés sur une longue période de temps. Compte tenu de cette démonstration très complète des capacités des soumissionnaires et des processus de contrôle de la qualité, approuvés par des références de clients indépendants, nous ne voyons pas en quoi la détention d'une certification ISO apportera une valeur ajoutée à la Couronne. Non seulement les soumissionnaires qui démontrent déjà en détail leurs

processus de contrôle de la qualité interne, mais qui répondent à cette sollicitation doivent démontrer des millions de dollars, et des dizaines de milliers de jours facturés dans des affaires achevées, ce qui équivaut à des centaines de candidats placés et aucune entreprise de recrutement ne pourrait. Pour ce faire, il ne faut pas que des processus internes et des contrôles de qualité cohérents et robustes rendent le certificat ISO redondant car ils ne démontrent pas ou ne prouvent pas une capacité ou des normes qui ne sont pas déjà démontrées de manière concluante par une entreprise qui réussit à satisfaire aux critères obligatoires de cette demande. De plus, le nombre de sociétés de recrutement qui possèdent une certification ISO et sont par ailleurs qualifiées pour répondre à cette demande de soumissions est extrêmement limité et ne représente qu'une très petite partie des fournisseurs de SPICT qualifiés. Dans l'ensemble, l'obligation pour les soumissionnaires de posséder une certification ISO ne crée aucune valeur pour la Couronne, mais biaise inutilement l'évaluation, favorisant un petit sous-ensemble de fournisseurs par ailleurs bien qualifiés et compétents qui, en répondant à cette demande, démontrent un niveau équivalent de gestion de la qualité. Nous exhortons fortement la Couronne à supprimer l'exigence cotée R2 afin d'assurer un processus de sollicitation concurrentiel qui créera la plus grande valeur.

Réponse: 77

La demande a été examinée et l'exigence demeure inchangée.

Question: 78

En référence à la question et à la réponse no. 27, où la Couronne confirme que O4 et R5 exigent une correspondance de 50 % à la catégorie et au niveau :

Dans les cas où un soumissionnaire utilise des références de contrat extérieures au gouvernement fédéral ou non SPICT pour lesquels des niveaux ne sont pas définis à l'aide de la méthodologie SPICT pour attribuer des niveaux à des catégories de ressources OU des références de contrat lorsque des ressources ont été placées sous un niveau 2 et dans les deux cas, la catégorie du personnel contractuel a exécuté 50% ou plus des tâches associées sous le même rôle(ou similaire), le niveau devrait être sans conséquence.

Ainsi, nous demandons que O4 et R5 soient basés sur les jours facturables pour chaque catégorie et démontrent des services identiques ou similaires, quel que soit le niveau d'exécution de tâches équivalentes pour les catégories de ressources, devraient être suffisants pour assurer à la Couronne une expérience pertinente, sans le nombre contrainte de niveaux.

Réponse: 78

Le MAECD confirme qu'il n'est pas nécessaire de faire référence aux niveaux réels des catégories des SPICT. Toutefois, les soumissionnaires doivent quand même démontrer que les années d'expérience correspondent à un minimum de dix (10) ans, conformément à la définition de la catégorie des SPICT de niveau 3 (10 ans).

Voir question no. 79 pour informations supplémentaires.

Question: 79

La Couronne a demandé une tarification pour les ressources de niveau 1, 2 et 3, mais n'a pas fait de distinction dans l'EDT entre les tâches de catégorie et les niveaux d'expérience. En d'autres termes, quel que soit le niveau, l'ensemble des tâches est identique à celui de cette catégorie. En tant que tel, nous demandons que O4 et R5 soient fondés sur une catégorie et présentent des services identiques ou similaires, quel que soit le niveau auquel ils ont été exécutés, afin de garantir à la Couronne une expérience pertinente, sans la contrainte du nombre d'années / de niveaux.

Réponse: 79

Le MAECD confirme que l'intention de la demande de propositions est d'accéder aux ressources de niveau 3 en raison de la complexité du projet (SCEI II). Toutes les ressources seront évaluées au niveau

3. Bien que les ressources des niveaux 1 et 2 ne seront pas évaluées à l'étape de la demande de propositions, le ministère se réserve le droit de le faire pendant la durée du contrat.

Se reporter à la question 78 pour plus d'informations.

Question: 80

Tous les volets de travail - R4.3 (Formation et perfectionnement continus des ressources) et R4.4 (Maintien en poste des ressources) comportent le même élément a). S'agit-il d'une erreur ? La modification no 1 corrige l'erreur au point i) mais a) est également dupliquée. Veuillez confirmer si elle demeure la même pour les deux cas. R4.2 & R4.4 - a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants.

Réponse: 80

Voir réponse no. 66.

Question: 81

Tous les volets de travail O4 et R5 doivent correspondre à 50 % des tâches connexes; certaines des tâches énumérées sont propres au MAECD. Par exemple, dans le volet de travail 1 - Spécialiste de la conversion des données, il y a 18 points que nous devons associer à 9. Dix (10) des 18 points renvoient au MAECD et/ou à SCEI II (un système du MAECD), ce qui équivaut à ce que seuls les contrats du MAECD peuvent être utilisés pour répondre à cette exigence. Veuillez confirmer que, dans les cas où le MAECD est nommé ou une application ou un programme particulier est énuméré, il est possible de satisfaire à cette exigence en démontrant l'expérience acquise auprès de n'importe quel ministère ou entreprise et en démontrant l'expérience acquise sur n'importe quel système ou application.

Réponse: 81

Se reporter à la réponse 44 et à la modification 10 de la DP dans la modification 005 de l'invitation à soumissionner.

Question: 82

Tous les volets de travail - Modification no 2 - La question 13 valide les composantes obligatoires rigoureuses qui sont requises pour obtenir et maintenir la certification ISO, compte tenu de l'audit de vérification et de surveillance (annuel) afin de maintenir votre certification ISO. L'exigence actuelle permet toujours aux soumissionnaires qui n'ont pas encore obtenu ou maintenu leur certification de réussir. La Couronne modifierait-elle la norme R2 en précisant que la certification doit être en place et en règle avant l'attribution du contrat ?

Réponse: 82

L'exigence ne sera pas modifiée tel que demandé. Veuillez-vous reporter à la modification 17 de la DP dans la modification 006 de l'invitation à soumissionner.

Question: 83

Nous demandons respectueusement une prolongation de 3 semaines de la date de clôture de la demande de soumissions de niveau 2 du SPICT, à savoir le 5 juillet, étant donné que les soumissionnaires sont tenus de justifier et de vérifier les jours facturables avec les références des clients et que les exigences obligatoires de l'entreprise pour les attestations des clients nécessitant des lettres signées des clients ne peut être obtenu qu'une fois que le soumissionnaire a accumulé une quantité énorme de documents au niveau de l'entreprise à des fins de conformité et de justification. Nous notons

que la modification 002 publiée le 18 juin a introduit des exigences supplémentaires pour les références des clients pour tous les jours facturables et les contrats connexes.

Accorder une prolongation laissant suffisamment de temps aux soumissionnaires pour rassembler ces informations avant de contacter et d'obtenir des signataires de haut niveau et des références clients appropriés pour toute expérience contractuelle revendiquée pendant la haute saison estivale (aggravée par un manque de disponibilité des clients qui est hors du contrôle du soumissionnaire) semblerait raisonnable compte tenu du temps et des efforts considérables que les soumissionnaires auront investis pour répondre à cette sollicitation de niveau 2 à plusieurs volets de travail.

Réponse: 83

La date de clôture de la demande de soumissions a été prolongée jusqu'au 19 juillet 2019. Veuillez-vous référer à la modification 007.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DP DEMEURENT INCHANGÉES